

Trésoreries: nouvelles mobilisations

HAUTE-MARNE Depuis un mois, les agents de la DGFIP se mobilisent une fois par semaine contre le plan de réduction drastique du nombre de trésoreries.

Depuis le 6 juin dernier, les agents des finances publiques de Haute-Marne sont sur le pied de guerre. En jeu: la suppression de douze trésoreries dans le département d'ici 2022. Le 4 novembre, ils étaient à nouveau rassemblés devant la cité administrative de Chaumont contre le plan du ministre Darmanin. L'objectif était de sensibiliser les usagers à la situation locale. « On a plutôt un bon accueil, assure Rachel Sugneau la déléguée FO de la DGFIP (Direction générale des Finances publiques). Ils ne comprennent pas pourquoi on enlève les services publics de Haute-Marne ». Des usagers directement concernés puisque cette réforme prévoit également la suppression des accueils. « On ne recevra plus, uniquement sur rendez-vous », confirme la syndicaliste. Ce qui d'un côté permet de ne pas faire la queue mais qui risque aussi d'allonger les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous. Ce que l'on sait, c'est que les trésoreries ne fermeront pas tout de suite, au 1^{er} janvier prochain. « À cause des élections municipales, c'est trop risqué pour le gouvernement », reprend Rachel Sugneau.

DE LARCHER À ABBA

Cette action fait suite à une longue série de rencontres. Une délégation de FO a en effet été entendue par le président du Sénat, Gérard Larcher, le 5 octobre à Nogent lors du congrès des maires. Bérangère Abba a également reçu les



Les agents de la DGFIP informent les usagers des conséquences de la réforme.

agents de la DGFIP et les deux sénateurs haut-marnais. « La députée a eu un discours très formaté », indique la représentante du personnel. La préfète a aussi entendu les agents le 30 octobre. « Nous ne sommes pas satisfaits de ses réponses », résume-t-elle.

Les syndicalistes aimeraient un peu plus de soutien des élus notamment les maires des communes qui verront fermer leur trésorerie. « Les élus du sud Haute-Marne sont plus mobilisés », annonce Rachel Sugneau citant ceux de la communauté de communes d'Auberive Vingeanne et Montsaugéonnais. L'État a l'intention de mettre en lieu et place des trésoreries,

des Maisons France services; vingt sont programmées dont une nouvelle à Montier-en-Der. « Les élus sont en train de se faire leurrer », assure la fonctionnaire, « les maires ruraux seront touchés ».

Une nouvelle mobilisation est calée pour le 14 novembre. Elle sera cette fois-ci nationale. Une délégation d'une vingtaine d'agents haut-marnais devrait se rendre à Paris pour cette occasion. Les agents des Douanes, face à une nouvelle vague de restructuration, seront aussi de la partie. Les agents de la DGFIP devraient également rejoindre les urgentistes qui seront dans la rue le 14 novembre.